

EN MODE DE CRISE

Réagir à des urgences internationales fait maintenant partie du train-train quotidien du MAECI, qui dirige les efforts pangouvernementaux qui ont été déployés dans le cadre de quelque 50 crises en 15 mois. Mettant à profit les leçons retenues et dotés de nouveaux outils, comme un nouveau Centre des opérations, nous augmentons sans cesse notre capacité à nous préparer en vue d'une multitude d'urgences, et à intervenir lors de celles-ci, ainsi qu'à aider les Canadiens à l'étranger.

Le courriel d'alerte envoyé par l'*U.S. Geological Survey* a été reçu à 1 h 26, le vendredi 11 mars 2011. Un puissant tremblement de terre avait eu lieu 40 minutes plus tôt au large de la côte nord-est du Japon et avait provoqué un terrible tsunami.

Au Centre de surveillance et d'intervention d'urgence (CSIU) du MAECI, où l'avis avait été reçu par Cédric Beaumier-Picotin, agent des opérations, et à la Direction générale des communications (Affaires étrangères), où Andy Best, agent de surveillance des médias, a pris connaissance des tous premiers bulletins, la catastrophe a déclenché une vague d'activités.

Compte tenu de la magnitude de 8,8 du séisme (réajusté à 9,0 par la suite), Cédric a immédiatement appelé au domicile de Frédéric Miville-Deschênes, agent des politiques à la Section des interventions lors de catastrophes de la Direction des affaires humanitaires et des interventions lors de catastrophes (IRH), qui était de garde à ce moment-là. Frédéric et son collègue Stephen BurrIDGE ont passé au peigne fin les nouvelles sur la catastrophe et ont communiqué avec d'autres membres du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR), qui se sont rassemblés à l'administration centrale vers 4 h. Une fois sur place, ils ont appelé la mission au Japon afin de déterminer les répercussions du tremblement de terre, rédigé un compte rendu de situation sur la catastrophe, avisé leurs partenaires gouvernementaux de la situation et aussi demandé à ceux-ci de se joindre à un groupe de travail qui s'est réuni à 8 h 30 le matin même. Cette réunion a été la première de 23 rencontres sur l'urgence au Japon, qui ont fait intervenir jusqu'à 16 ministères et organismes.

Pendant ce temps, Andy a envoyé par courriel le premier article sur le séisme publié par *l'Associated Press* à Cédric et au personnel concerné du MAECI juste avant 2 h, puis il a appelé Emmanuelle Lamoureux, la porte-parole de garde du Service des relations avec les médias. Aux petites heures du matin, Emmanuelle a étudié les nouvelles, a rédigé des infocapsules pour approbation et a commencé à recevoir des appels de journalistes canadiens.

Au CSIU, aussi appelé le Centre des opérations, Cédric a appelé la mission à Tokyo afin de découvrir s'il y avait eu des dommages importants et de s'assurer que tout le personnel était sain et sauf. Les lignes téléphoniques d'urgence se sont mises à sonner; des Canadiens inquiets voulaient des réponses à leurs questions. À 6 h, quelque 55 appels avaient déjà été reçus et, incroyablement, 4 984 autres appels ont été reçus au cours des 12 heures suivantes, auxquels 53 bénévoles du Ministère ont répondu.

ROUTINE HABITUELLE

C'était là un scénario familier. Depuis le début de l'année, le MAECI est constamment en état de préparation et de réponse à une urgence après l'autre : l'agitation civile en Côte d'Ivoire, en Tunisie et en Égypte, le séisme à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, le soulèvement et la mission de l'OTAN en Libye. En effet, le séisme, le tsunami et l'urgence nucléaire au Japon ont marqué le terme d'une période de 15 mois, qui a commencé avec le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti, au cours de laquelle le MAECI est intervenu dans 50 crises — dont plusieurs se déroulaient en même temps ou l'une à la suite de l'autre — dans 36 pays.

« Cela a été un véritable choc de voir un séisme d'une telle envergure venir s'ajouter aux situations avec lesquelles nous devons déjà composer, se remémore Cédric, agent des opérations depuis deux ans qui a participé aux interventions à la suite de toutes les urgences importantes les plus récentes, et ce, en travaillant souvent de 18 à 20 heures à la fois. Nous étions tous exténués — mais c'est assez normal. »

Robin Dubeau, directeur général de la Gestion des urgences (CED), affirme que plusieurs facteurs expliquent la demande accrue pour des services consulaires et de gestion des urgences, notamment la fréquence croissante d'événements météorologiques extrêmes, les menaces causées par le terrorisme, l'instabilité politique dans plusieurs régions et les menaces à la santé publique. Entre-temps, la mobilité croissante des Canadiens, la couverture médiatique accrue des cas consulaires, l'utilisation répandue des